

PENSION DE RÉVERSION

Qui en bénéficie et comment l'évaluer

Plusieurs lecteurs nous ont demandé de leur préciser les modalités de calcul de la pension de réversion. La pension et/ou l'allocation de retraite de réversion est attribuée aux ayants droit de l'assuré décédé.

Qui sont les bénéficiaires de la retraite de réversion ? Sont considérés comme ayants droit : le conjoint de l'assuré décédé, quel que soit son âge, du moment qu'il ait contracté un mariage légal avec le défunt ; les enfants à charge (conformément à l'article 67 de la loi 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales modifiée et complétée), à savoir : les enfants à charge, au sens de la réglementation de Sécurité sociale, et âgés de moins de 18 ans ; les enfants de moins de 21 ans pour lesquels il a été passé un contrat d'apprentissage prévoyant une rémunération inférieure à la moitié du salaire national minimum garanti ; les enfants de moins de 21 ans qui poursuivent leurs études ; les personnes du sexe féminin, sans revenu, quel que soit leur âge ; les enfants, quel que soit leur âge, qui sont par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité permanente d'exercer une activité

rémunérée quelconque ; les collatéraux au 3^e degré (tante, sœur, nièce, etc.) ; et les ascendants à charge, lorsque leurs ressources personnelles appréciées séparément ne dépassent pas le montant minimum de la pension de retraite.

Modalités d'attribution

Deux cas sont possibles. 1^{er} cas où l'intéressé décède alors qu'il est titulaire d'une retraite : les ayants droit doivent exprimer leur demande à l'agence de la CNR de wilaya et constituer le dossier nécessaire à l'obtention de la pension de réversion. 2^e cas où l'intéressé décède en activité, avant d'être titulaire d'une pension de retraite. Les ayants droit doivent s'adresser à l'agence CNR de wilaya pour la constitution du dossier de réversion, dont une partie est à renseigner par l'employeur. Montant et répartition des pensions d'ayants droit : la pension de réversion est répartie entre les ayants droit selon les



Photo : D. R.

taux définis par la législation (article 34 de la loi 83/12 du 2 juillet 1983) relative à la retraite comme suit. Le conjoint seul bénéficie de 75% du montant de la pension de l'assuré décédé. Le conjoint avec un autre ayant droit : 50% pour le conjoint ; 30% pour l'autre ayant droit. Le conjoint avec plusieurs ayants droit : 50%

pour le conjoint ; 40% pour les autres ayants droit. Cas où il n'y a pas de conjoint et où il y a plusieurs ayants droit : 90% répartis entre les ayants droit dans la limite de 45% quand l'ayant droit est un enfant ; 30% quand l'ayant droit est un ascendant.

Cas où il y a deux enfants uniquement : 45% chacun.

Exemple de calcul
d'une pension de réversion

Un retraité décédé percevait de son vivant une pension de retraite d'un montant de 30 000 DA. La pension de réversion est calculée sur la base de ce montant et répartie selon les cas suivants. Lorsqu'il existe le conjoint et un ayant droit, le taux de la pension de réversion est égal à 80% répartis comme suit : 50% pour le conjoint (soit 15 000DA) ; et 30% pour l'ayant droit (soit 9 000 DA). Lorsqu'il existe un conjoint et plusieurs ayants droit, le taux de la pension de réversion est égal à 90% répartis comme suit : 50% pour le conjoint (soit 15 000DA), et 40% pour les ayants droit (soit 12 000 DA) répartis entre eux à parts égales. Lorsqu'il n'y a pas le conjoint et qu'il existe des ayants droit, le taux maximum est de 90% répartis entre les ayants droit, soit 27 000 DA à partager à parts égales. S'il n'existe qu'un seul ayant droit, le taux de la pension de l'assuré est de 45% de la pension de l'assuré décédé, soit un montant de 13 500DA.

LSR (source CNR)

Courrier des lecteurs... Courrier des lecteurs... Courrier des lecteurs

Les jeunes, les impôts, la Cnas et la Casnos

Dans le but de permettre à cette jeunesse délaissée, exclue de toute politique sociale et livrée à elle-même dans le tourment quotidien, en tant que citoyen très sensible vis-à-vis de cette jeunesse et de ce que je me permets de constater combien et combien sont lésés ces pauvres jeunes qui se débrouillent tant bien que mal pour améliorer leur situation sociale dignement, comme le logement, l'emploi, le mariage. Hélas, aucun avantage et aucun encouragement ne leur est accordé. Aussi, je cite comme propositions pour ces jeunes détenant des activités libérales comme une petite épicerie, un kiosque, tabac, taxi, etc.

Pour cette catégorie et vu la situation financière actuelle de notre pays — prêt de 5 milliards de dollars au FMI —, pour-

quoi notre gouvernement n'accorde pas l'exonération de ces charges fiscales pour ces jeunes âgés entre 25 et 40 ans, célibataires ? Ces avantages leur permettraient un petit plus dans leur projet et leur avenir. Selon la réglementation actuelle, et voir ces jeunes soumis à ces redevances, le comble à cela s'ajoutent des pénalités de retard, plus les factures d'électricité et le paiement du loyer, car dans la majorité des cas, ces jeunes louent un local à usage commercial.

Devant la situation de ces jeunes, chacun se pose la question vis-à-vis de sa conscience : comment pourront-ils s'en sortir et qui les pousse à la délinquance et la violence ? En conclusion, il est souhaitable que notre gouvernement et les autorités compétentes en matière de politique sociale se penchent sur ce sujet afin d'apaiser l'effervescence et les dangers qui les menacent. Sachant sérieusement

que notre jeunesse est totalement exclue dans le domaine social. Que cet appel pour le bien de tous soit entendu et étudié. Il est d'une importance capitale.

**Un retraité soucieux de l'avenir
de notre jeunesse et sensible
au calvaire qu'elle subit**

Années du service national
ou iniquité de la loi

Les caisses de retraite (CNR) refusent de prendre en considération les périodes du service national comme valables pour le calcul des taux de pension, lorsqu'il s'agit de retraite proportionnelle, au motif que les textes applicables en cette matière n'assimilent pas ces périodes du service national comme années de cotisation. Nous considérons que cette disposition du CNR est injuste et illégitime. Ceux qui pour des raisons diverses (dispense) n'ef-

fectuent pas ce devoir bénéficient de plusieurs privilèges, à savoir deux années de salaires, deux années de cotisation à la retraite. A l'âge légal de la retraite à 60 ans, nous ne bénéficierons de rien car nous comptabiliserons plus de 32 ans de cotisation. Partir en retraite proportionnelle pour ceux qui se sont acquittés de ce devoir national équivaut à une perte de 5% de la retraite, figée à vie.

Ceci a introduit une forme d'iniquité entre les citoyens : de ce fait, il serait préférable que le gouvernement revoie ce litige afin qu'au moins une partie des retraités puisse en bénéficier, mais qu'elle soit applicable au moins pour les proportionnelles (pourquoi ne pas modifier cette ordonnance du 4 juillet 1997, qui a omis de mentionner le service national?).

**Boutalbi Brahim, Fréha,
wilaya de Tizi-Ouzou**

Publicité

ولهذه الأسباب

الحكم رقم 11/3640 فهرس 113 المؤرخ في 2012/01/12

في الموضوع: إلزام المدعى عليه بتحقيق عباس بان يؤدي للمدعية المؤسسة الوطنية للصناعة القطنية كوتيناكس ذراع بن خدة مبلغ الدين المتبقي على عاتقه و المقدر ب 808.564.36 دج ثمانمائة و ثمانية ألف و خمسمائة و أربعة و ستون دينار و ستة و ثلاثون سنتيم.

رفض مازاد عن ذلك من الطلبات تحميل المدعى عليه بالمصاريف القضائية.

بذا صدر الحكم و أفسح به جهارا في الجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه و وقعه كل من

الرئيس (ة) R118276/B13
أمين الضبط

مكتب التوثيق الأستاذ محمدي نورالدين
16 نهج السلام- تلمسان

بيع حقوق قصر بالمزاد العلني

بمكتب الأستاذ محمدي نورالدين، موثق بتلمسان 16 نهج السلام، سوف يتم و بتاريخ 2012/12/19 و على الساعة 11 سا و 30 دقيقة صباحا بيع بالمزاد العلني من طرف السيدة برحوي نفيسة بصفتها ولية شرعية عن الأنسة عليان فراخ رجاء، ابنة عبد القادر، الساكنة بتلمسان رقم 16 أرض عيشوية امامة- تلمسان، المولودة بتلمسان في (2001/03/24) جميع الحقوق الميراثية المقدرة بنسبة سبعة أجزاء من ستة و تسعين (96/07) من جميع الحصص المقدرة بثمانية آلاف حصص (8.000) حصص اجتماعية قيمة كل واحدة 1000 دج التي تملكها في الشركة ذات المسؤولية المحدودة المسماة "تجهيز طلاء السيارات و الصناعة E.P.A.I" التي مقرها بتلمسان عمارة "س" الدرج س1 الطابق الأول إقامة ابن سينا، المسجلة بالسجل التجاري المحلي تحت رقم 99 ب. 13/00-0262324. يمكن لكل من يهمه الأمر الاتصال بمكتب الأستاذ محمدي نورالدين للاطلاع على دفتر الشروط للإعلام الموثق F27/012/B14

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية سطيف- مديرية البيئة

إعلان عن إشهار دراسة التأثير على البيئة للحصول على الموافقة المسبقة لمشروع إنجاز محطة الخدمات لفائدة السيد كحول سليمان بالمكان المسمى السمارة بلدية العلمة

بمقتضى قرار السيد/ والي ولاية سطيف رقم 3379/و.س.م.ب/2012 المؤرخ في 22 نوفمبر 2012 المتضمن فتح تحقيق عمومي حول إشهار دراسة التأثير على البيئة للحصول على الموافقة المسبقة لمشروع إنجاز محطة الخدمات لفائدة السيد كحول سليمان بالمكان المسمى السمارة بلدية العلمة.

عينت السيدة: خنفر مفيدة رئيس مكتب البيئة بلدية العلمة بصفتها محافظة محققة لتسجيل الآراء و الاقتراحات المكتوبة و الشفوية المتعلقة بهذا المشروع في سجل التحقيق

يودع ملف التحقيق بمقر بلدية العلمة لمدة ثلاثون (30) يوما ابتداء من تاريخ إشهار هذا القرار في جريدتين و ظنيتين و ذلك ابتداء من 2012/12/04 إلى غاية 2013/01/03 لتمكين من يهيمه الأمر بإبداء رأيه.

بانتهاء الأجل المحدد أعلاه يغلق سجل التحقيق و يؤشر من طرف رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية العلمة و يرسل مع ملف التحقيق مرفوق بتقرير المحافظ المحقق إلى مديرية البيئة. R45524/B11